

Nouvelles locales du lundi 09 décembre 2013

@rib News, 09/12/2013 | Justice - Le vice-président du parti Sahwanya Frodebu a été entendu ce lundi matin par le substitut du procureur de la République en mairie de Bujumbura. Arrêté depuis la nuit de jeudi à vendredi, Frédéric Bamvuginyumvira est poursuivi d'adultère, de tentative de corruption et de rébellion. Selon des sources proches de sa défense, cet ancien Vice-président de la République réfute toutes ces accusations. La colère se lisait sur les visages de ceux qui étaient venus le soutenir et qui étaient devant le parquet de la mairie y compris sa femme qui s'est gardée de faire un commentaire. La femme avec qui il a été arrêté a elle aussi été entendue après lui. [isanganiro/rtr/bonesha]

- L'association FAB-Biraturaba se dit consternée et inquiète de l'arrestation de l'ancien vice-président de la République. Dans un communiqué rendu public ce lundi, elle trouve qu'il s'agit d'un montage qui vient salir l'image du gouvernement. Elle demande au gouvernement d'arrêter ces manœuvres contre les opposants politiques. [isanganiro]

- Le président de l'CNIDH trouve qu'aussi longtemps que la justice burundaise n'est pas libre, il sera impossible pour le pays d'amer. Selon Frédéric Emmanuel Ntakarutimana, il y a des instances auxquelles il est donné un pouvoir au-delà de celui accordé aux juridictions ordinaires. Il donne l'exemple de la CNTB qui a des pouvoirs qui dépassent ceux des juridictions et cela prouve que son action sera toujours remise en cause par ces dernières. Il trouve qu'il faudrait harmoniser tous ces textes quitte à les rendre conformes à la loi mère. [bonesha/rtr/isanganiro]

| Bonne gouvernance - Selon la PARCEM, la corruption ne peut pas être radiquée du moment qu'il n'y a pas une bonne politique en la matière. Le président de l'ONG locale trouve que depuis longtemps, la loi exige que les autorités fassent une déclaration de leurs avoirs avant et après l'entrée en fonction, mais Faustin Ndikumana constate que personne ne se conforme pas à cette exigence. Il constate en outre que les burundais sont en grande partie victime de la petite corruption et des infractions connexes et estime que ce dossier est sensiblement brûlant que personne n'ose en parler ou le traiter. Il trouve aussi que les corrompus deviennent de plus en plus forts et la justice devient impuissante face à eux puisqu'elle n'est pas libre. [bonesha/rtr/isanganiro/rpa]

| Politique - Selon l'ancien député du Burundi au sein de l'assemblée nationale du Burundi est en train de s'engager sur un champ de son ressort. François Bizimana trouve que le rôle de cette assemblée est de contrôler l'action du gouvernement et de voter les lois et non de rassembler des avis et considérations dans le but d'amender la constitution. Selon lui, l'assemblée nationale devrait plutôt renvoyer ce projet de loi au gouvernement afin que ce dernier étudie au fond les avis et considérations émises du moment que c'est bien lui qui avait initié cet amendement. Il trouve qu'en fin de compte, l'assemblée nationale pourra perdre sa confiance au prétexte de la population. Il est pourtant persuadé que son appel, si banné pour le gouvernement, ne puisse pas être suivi du moment qu'il est donné par une personne de l'opposition. [isanganiro]

- Les jeunes des partis politiques MDS et CNDD-FDD ont failli se rentrer dedans sur la colline Nyamugari de la commune Marangara de la province Ngozi ce dimanche. Selon des sources sur place, il était vers 16h de ce dimanche, alors que les membres du MSD voulaient procéder à l'inauguration de la permanence de leur parti sur cette colline, les jeunes du CNDD-FDD, avec à leur tête le chef de la zone Nyamugari, ont voulu leur empiéter. Les jeunes du MSD ne se sont pas laissés faire et une bagarre a failli éclater n'eût été l'intervention de l'administration communale par téléphone pour signifier au chef de zone que les activités du MSD ont été autorisées. Ces jeunes du CNDD-FDD n'ont pourtant pas quitté les lieux et sont restés jusqu'à la fin des activités du parti MSD. Selon les médias, ce comportement est qualifié de provocateur et demandent qu'il ne se reproduise plus puisqu'ils ne vont pas continuellement rester les bras croisés. [rpa/isanganiro]

- Un drapeau du parti Uprona a été volé dans la nuit de ce dimanche à lundi sur la colline Ruzo de la commune Giteranyi en province Muyinga et ce cas porte à 4 le nombre de drapeaux de ce même parti volés dans moins de deux semaines dans la même commune, 15 dans toute la commune de Giteranyi et 30 dans toute la province de Muyinga depuis le début de cette année. Selon le représentant de ce parti dans la province de Muyinga, il est déplorable que ce soient seulement des drapeaux de l'Uprona qui soient volés et trouve que le manque de volonté de condamner les coupables de ces actes qu'ils se répètent chaque fois. Olivier Nkurunziza accuse les adversaires politiques du parti présidentiel comme étant les auteurs de ces actes contre son parti tout en affirmant que l'Uprona ne va pas disparaître pour autant. [isanganiro/rpa]

| Education - Le conseil des facultés et instituts de l'université du Burundi explore que suite au recrutement illégal de certains assistants et maîtres assistants cette institution, certains d'entre ces doyens et leurs adjoints aient des missions de leurs postes. Selon Libérate Nizigiyimana, les remplaçants des missionnaires sont disqualifiés pour diriger les facultés en question du moment qu'ils sont des simples directeurs qui n'ont pas la moindre connaissance des matières étudiées dans les facultés concernées. Elle précise que l'éducation est en péril et de ce fait, elle ajoute que le conseil des doyens des facultés et instituts donne un délai de 10 jours aux autorités rectores de l'université du Burundi pour résoudre cette question. Après cette période, d'autres mesures pourront être prises dans le but de redorer l'image de ces facultés. [isanganiro]